

Versailles nous sera compté !

**RÊVE
GÉNÉRALE**

Triste succession d'évènements avant l'été qui permettent à Sarkozy de festoyer tranquille :

Les élections européennes du 7 juin lui ont confirmé qu'il pouvait y aller non parce qu'il convainc mais faute d'opposants, en France comme en Europe.

Les manifestants sont restés chez eux le 13 juin. Non pas découragés, mais dégoûtés. Non pas « fatigués » mais écœurés. Pas envie de faire semblant. On reviendra quand ce sera sérieux... Mais quel gâchis !

Versailles, où le PS a, encore une fois, raté l'occasion de s'opposer. Et la retraite à 67 ans, le travail du dimanche, la privatisation de La Poste... Fouette cochér, roulez carrosse.

Et pour finir la sidérante et violente expulsion des sans papiers de la bourse du travail de Paris par le SO de la CGT...

Triste mois de juin !

Il n'y aura pas de trêve estivale pour les licenciés, les pauvres et les exclus. Pas de trêve non plus pour le « nouveau » gouvernement qui entend profiter de l'été pour accentuer sa politique antisociale, dans un contexte de crise qui affecte d'abord les plus démunis...

Comment mieux signifier qu'avec l'arrivée de Luc Chatel (ex-secrétaire d'état à l'industrie) à l'éducation, que « l'école est une entreprise » ? Et comment s'étonner, à l'heure de la loi mobilité, de la disparition du secrétariat d'état à la fonction publique ?

Car s'il y a un domaine où l'année qui vient de s'écouler ne ressemble pas à la précédente, c'est celui de la Fonction publique. Point de grève, même répétitive de 24h, point de déclarations fracassantes. L'année qui a vu des luttes dans pratiquement tous les ministères et secteurs de la FP face à la mise en œuvre de la RGPP et notamment de la redoutable machine de destruction massive des SP départementaux qu'est la RéATE (la réforme territoriale de l'Etat), l'année qui voit la poursuite de la suppression de dizaines de milliers de postes a été aussi celle où l'unitaire FP (quelle que soit sa géométrie) a battu tous les records d'absence.



PHOTO: RESJ



PHOTO: ROUGE/INBE

Commencée un 7 octobre dans la division (y compris en interne FSU), cette année qui a vu des manifestations monstres en janvier et mars s'est terminée le 13 juin en eau de boudin, dans une unité de façade sans perspectives...

L'année manquée

Pourtant avec une unité syndicale totale, une vraie plate-forme, un mouvement social et populaire qui prenait forme, on aurait pu y croire. Dès le 19 mars, la FSU proposait une journée nationale de manifestation le 28 avril à l'occasion du G20 et une grève le 19 mai dans le prolongement du 1er mai, et une manifestation nationale. Rien de tout cela n'a été entendu de confédérations qui préféraient jouer l'attente... mais de quoi ?

Sans vraie possibilité de convergence, les universités bloquées, les entreprises en lutte sont restées isolées. Pourtant, il y avait matière à colère, à résistance collective.

Dans l'éducation, après une manifestation nationale réussie le 19 octobre avec les parents, après l'énorme grève du 20 novembre (dont il avait fallu convaincre le SNES et le SNEP !), les perspectives interpro

ont occulté les nécessaires batailles fédératrices sur un sujet éminemment « sociétal ». Heureusement que le mouvement lycéen d'une part, la multitude de collectifs locaux dans le premier degré associant parents et personnels, les désobéisseurs, la lutte sur les RASED ont pris le relais. Ensuite, c'est la catastrophe annoncée sur la formation des maîtres (voir pages 14 à 17), les atermoiements d'une FSU sous pression de la direction du SNES et l'incapacité à s'appuyer sur l'exceptionnel mouvement dans l'enseignement supérieur pour renvoyer Darcos et ses projets au placard. La dimension fédérale du conflit avec Darcos et Péresse s'est heurtée à des visions étroites des champs syndicaux mais aussi à un désaccord de fond et de posture syndicale face à un gouvernement qui mène la guerre.

En deux ans, Sarkozy, Darcos, Péresse ont déjà réussi à modifier profondément le système éducatif et affaiblir le service public sans trouver en face d'eux une détermination suffisante pour les faire reculer. Rien n'est réglé, ni dans les facs, ni dans les écoles, ni dans les lycées. Il ne peut pas être question d'attendre à nouveau une indispensable mais hypothétique mobilisation interpro pour pousser les feux dès la rentrée et préparer partout, dans l'unité, une relance des luttes et une grève de l'éducation.

La rentrée sociale, ce sera 4 millions de chômeurs, parmi lesquels une majorité de jeunes, ce sera encore et toujours des problèmes de pouvoir d'achat et même de survie pour une part de plus en plus grande de la population, ce sera la déclaration de guerre du chantier des retraites.

Qui peut penser au moment où l'unitaire confédérale peine à tracer une perspective et une dynamique mobilisatrice que nous pourrions dans la FSU nous contenter de nous replier sur des corporatismes diviseurs et condamnés à l'échec ?

A la veille du congrès FSU qui marquera une étape, un vrai choix d'orientation entre corpo ou fédéral, il nous faudra peser de toute notre capacité de mobilisation et de manifestation pour la remettre sur les rails de la mobilisation et du combat. ●

ISABELLE SARGENI-CHETAUD